

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

l'Acheteur

Ministère chargé des transports
Direction Interdépartementale des Routes Sud-Ouest

Représentant de l'acheteur (RA)

Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes du Sud-Ouest par délégation
de Monsieur le Préfet de la région Occitanie donnée par arrêté préfectoral du 30
janvier 2023

Objet de la consultation

Accord-cadre portant sur le nettoyage des tunnels de Foix et Saint-Béat

Remise des offres

Date et heure limites de réception : 19/09/2025 à 12 h00

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

Pages

Table des matières

| | |
|---|----|
| ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION..... | 3 |
| ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION..... | 3 |
| 2-1. Définition de la procédure..... | 3 |
| 2-2. Décomposition en tranches et en lots..... | 3 |
| 2-3. Nature de l'attributaire..... | 4 |
| 2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières..... | 4 |
| 2-5. Variantes..... | 4 |
| 2-6. Prestations supplémentaires éventuelles..... | 4 |
| 2-7. Exigences minimales de la négociation..... | 4 |
| 2-8. Durée du marché et délais d'exécution..... | 4 |
| 2-9. Modifications de détail au dossier de consultation..... | 4 |
| 2-10. Délai de validité des offres..... | 5 |
| 2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense..... | 5 |
| 2-12. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels..... | 5 |
| 2-13. Clauses sociales et environnementales..... | 5 |
| ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION..... | 5 |
| 3-1. Documents fournis aux candidats..... | 6 |
| 3-2. Variantes..... | 9 |
| ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES – JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES..... | 9 |
| 4-1. Jugement et classement des offres..... | 9 |
| 4-2. Sélection des candidatures..... | 11 |
| ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE..... | 12 |
| 5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation..... | 12 |
| 5-2. Copie de sauvegarde sur support physique électronique..... | 13 |
| ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES..... | 14 |

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

Les prestations concernent :

- Le nettoyage des tunnels de Foix (09) et de Saint-Béat (31).

Les prestations incluent :

- Le nettoyage des murs ;
- L'hydrocurage des drains et autres caniveaux ;
- Le passage caméra dans les canalisations.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants :

- Le tunnel de Foix est situé entre Arabaux et Foix, sur la N20 en Ariège (09).
- Le tunnel de Saint-Béat est situé à Saint-Béat-le-Lez, sur la N125 en Haute-Garonne (31).

Les prestations feront l'objet d'accords-cadres à bons de commande avec un seul opérateur économique conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-2 et R.2162-5 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure de **l'appel d'offres ouvert** définie aux articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2 du CCP.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Le besoin homogène de services est alloti, la consultation porte sur 2 lots désignés ci-après qui seront traités par **marchés à lots géographiques séparés** :

| Désignation des lots | |
|----------------------|---------------------------|
| Lot 1 | Tunnel de Foix (09) |
| Lot 2 | Tunnel de Saint-Béat (31) |

2-3. Nature de l'attributaire

Chaque marché passé par lots séparés sera conclu :

- soit avec un prestataire unique ;
- soit avec des prestataires groupés conjoints ou des prestataires groupés solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur, pour l'exécution du marché.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, l'acheteur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation de l'acheteur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2-5. Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

2-6. Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet.

2-7. Exigences minimales de la négociation

Sans objet.

2-8. Durée du marché et délais d'exécution

Les règles concernant la durée du marché et les délais d'exécution des bons de commandes sont fixées dans l'acte d'engagement.

2-9. Modifications de détail au dossier de consultation

Le RPA se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-10. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 240 jours ; il court à compter de la date de remise de l'offre par le titulaire .

2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense

Sans objet.

2-12. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

2-13. Clauses sociales et environnementales

S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Sans objet.

S'agissant de la clause environnementale

Conformément à l'article 16.2 du CCAG, les conditions d'exécution des marchés comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont définies au point 1.8.5.2 du CCAP.

ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation de l'acheteur. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

3-1. Documents fournis aux candidats

3-1.1. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- L'avis de marché envoyé à la publication ;
- Le présent règlement ;
- Les pièces du projet de marché, énumérées à l'article 3-1.2 ci-après, à compléter ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Les pièces non contractuelles destinées au jugement de l'offre :
 - Le document financier ;
 - Le dossier de plans.

3-1.2. Composition du dossier à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par chaque candidat **concernant le lot** pour lequel il remet une offre comprendra les pièces suivantes :

dans un sous dossier Candidature :

Les justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat sont les suivantes :

- Formulaire DC1 et DC2 ou le formulaire DUME. Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles à l'adresse : (<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulairesdeclaration-du-candidat>). Le formulaire DUME est disponible à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>.
- Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, les habilitations nécessaires au mandataire pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché.

Capacité économique et financière

* Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels

S'il s'appuie pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

L'acheteur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation.

dans un autre sous dossier Offre :

— Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) habilité(s) du prestataire (fournir pouvoirs si nécessaire et habilitations en cas de groupement)

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, le candidat joindra l'annexe n°1 relative à la répartition des prestations entre les co-traitants complétée en s'inspirant du cadre du bordereau des prix.

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site www.economie.gouv.fr. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- le bordereau des prix : cadre ci-joint à compléter sans modification ;

— Les documents explicatifs :

- Un mémoire technique comportant les informations suivantes :
 - les mesures proposées concernant la méthodologie, l'organisation, les procédés et les moyens d'exécution et les délais d'intervention envisagés pour l'ensemble des prestations (inspection vidéo, curage des canalisations et nettoyage des murs) y compris les procédures correctives au regard des exigences formulées au CCTP pour chaque tunnel concerné ;
 - les moyens humains (organigramme, nombre d'agents, expérience et qualifications du personnel) mis en œuvre pour l'exécution des prestations ;
 - les principales mesures prévues pour assurer la sécurité, l'hygiène et les conditions de travail des intervenants dans l'exécution des prestations ;
 - les matériels mis à disposition pour l'exécution des travaux ;
 - les fiches techniques décrivant les caractéristiques techniques et environnementales des nettoyeuses et balayeuses ;
 - les assurances en cours de validité ;
 - les vignettes environnementales ;
 - le dernier contrôle technique ;
 - le certificat d'entretien ;
 - les permis de conduire et CACES en cours de validité des chauffeurs assignés ;
 - tout autre document pertinent concernant les véhicules et chauffeurs.

- Un mémoire environnemental de type SOPRE décrivant les dispositions générales relatives à la gestion des déchets que le soumissionnaire s'engage à mettre en œuvre, dont le suivi et la traçabilité de l'élimination des déchets en conformité avec la réglementation, ainsi que les dispositions permettant de justifier d'équipements ou de systèmes d'équipements moins énergivores en consommation d'eau et/ou permettant la réduction d'émissions carbone.

La composante gestion des déchets présentera :

- l'organisation proposée en matière de gestion des déchets ;
- les éventuelles modalités de revalorisation des matériaux ;
- les modalités de transport pour l'acheminement des déchets, selon leurs natures et les différents cas de figure envisagés au marché ;
- les centres de stockage, ou centres de regroupement ou transit, ou plateforme de recyclage ou lieu de réutilisation, où seront acheminés les différents déchets à évacuer ;
- les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre par l'entreprise.

Après mise au point, ce mémoire de type SOPRE sera rendu contractuel à la signature du marché.

— **Les pièces non contractuelles destinées au jugement de l'offre :**

- Le document financier : cadre ci-joint à compléter sans modification ;

3-1.3. Fourniture d'échantillons, de maquettes ou de prototypes

Sans objet.

3-1.4. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées aux articles L.2141-1, L.2141-3, L.2141-4 et L.2141-5 du CCP ;
- Les certificats fiscaux et sociaux ;
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail ;
- Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1^o de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion

- ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français ;
- le document financier en format modifiable pour intégration dans le logiciel comptable.

3-2. Variantes

Sans objet.

ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES – JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limite de remise des offres.

L'acheteur commencera par examiner les offres puis analysera la candidature du soumissionnaire susceptible d'être retenu.

4-1. Jugement et classement des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Après examen, les offres inacceptables seront éliminées. Les offres irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

Le représentant de l'acheteur examinera l'offre de base des candidats pour établir un classement unique.

Après classement par ordre décroissant des offres **de chaque lot** conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le représentant de l'acheteur

| Critère d'attribution | Pondération |
|------------------------------|--------------------|
| Le prix des prestations | 50 % |
| La valeur technique | 40 % |
| La valeur environnementale | 10 % |

➤ Le critère « prix des prestations » : note (CP)

La note CP pour le critère prix sur 50 points sera calculée sur la base des montants HT figurant sur le document financier selon la formule de calcul suivante :

Note CP = 50 x (montant de l'offre la plus basse/montant de l'offre examinée)²

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le règlement et l'acte d'engagement ne sera pas pris en compte.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du document financier sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans ce document financier seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du document financier qui sera pris en compte.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le RA se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

➤ **Le critère « valeur technique de l'offre » : note (VT)**

La note (VT), sur le critère valeur technique des prestations, comprise entre 0 et 40 points, est évaluée sur la base du mémoire technique remis par le candidat fourni.

Les sous-critères de la valeur technique des prestations et leur barème de notation sont récapitulés dans le tableau suivant :

| Sous critères | Nombre de points |
|---|------------------|
| VT1 – Pertinence des mesures proposées par le candidat concernant la méthodologie, l'organisation, les procédés et moyens d'exécution et délais d'intervention pour l'ensemble des prestations (inspection vidéo, curage des canalisations et nettoyage des murs) pour garantir la qualité des prestations réalisées | 20 points |
| VT2 – Pertinence des moyens humains et des mesures de sécurité mis à disposition par le candidat pour la réalisation des prestations | 10 points |
| VT3 – Pertinence des moyens matériels mis à disposition par le candidat pour l'exécution des prestations au regard des attendus définis au CCTP (accès aux réseaux, robot éventuel, qualité des matériels pour le nettoyage, etc...) | 10 points |

➤ Le critère « valeur environnementale de l'offre » : note (VE)

La note (VE), sur le critère valeur environnementale, comprise entre **0 et 10 points**, est évaluée sur la base du contenu du mémoire environnemental de type SOPRE.

Les sous-critères de la valeur environnementale et leur barème de notation sont récapitulés dans le tableau suivant :

| Sous critères | Nombre de points |
|--|------------------|
| VE1 : Pertinence des dispositions mises en œuvre par le candidat concernant la gestion, le suivi et la traçabilité de l'élimination des déchets | 5 points |
| VE2 : Pertinence des dispositions mises en œuvre par le candidat permettant de justifier d'équipements ou de systèmes d'équipements moins énergivores en consommation d'eau et/ou permettant la réduction d'émissions carbone. | 5 points |

Les points sont attribués en fonction de la qualité et de la pertinence des documents fournis par le candidat selon les niveaux suivants pour les critères valeur technique et critère valeur environnementale :

| | |
|-------------------|---|
| 0% de la note : | Partie non traitée ou très insuffisante |
| 25% de la note : | Partie traitée partiellement, insuffisante quant à l'appréhension des besoins exprimés et la résolution des difficultés |
| 50% de la note : | Partie traitée sérieusement mais incomplète |
| 75% de la note : | Partie quasiment complète et couvrant presque intégralement les éléments du sous-critère |
| 100% de la note : | Partie complète, détaillée, propre au marché et pleinement convaincante |

Note finale :

La note finale **N** de chaque offre remise pour chaque lot exprimée sur 100 sera obtenue par addition des notes des différents critères définis ci-avant (note CP + note VT + note VE).

L'offre économiquement la plus avantageuse est l'offre qui a obtenu la note globale la plus élevée.

4-2. Sélection des candidatures

En cas de candidatures incomplètes, l'acheteur pourra demander aux candidats concernés de compléter celles-ci.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RA qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

Les offres seront remises obligatoirement par voie électronique.

5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence **n°24-017-DIR**

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination au plus tard à la date et l'heure indiquées sur la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du **débit** de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limite fixées sur la page de garde du présent règlement de consultation ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents peuvent être signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document signé électroniquement doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par l'acheteur ne feront pas l'objet d'une réparation. La trace de cette malveillance sera conservée. Le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

5-2. Copie de sauvegarde sur support physique électronique

5-2-1 Remise de la copie de sauvegarde

Le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support physique électronique (clé USB) doit être placée dans un pli comportant la mention lisible «copie de sauvegarde».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté. **L'enveloppe** portera l'adresse et mentions suivantes :

Direction Interdépartementale des Routes Sud-Ouest
SIMO – Unité marchés publics - Bâtiment C - bureaux C-22, C24 ou C24 bis
155, avenue des Arènes Romaines - 31300 TOULOUSE
Copie de sauvegarde pour : Accord-cadre portant sur le nettoyage des tunnels de Foix et de Saint-Béat
Lot n° :
Nom du candidat ou des membres du groupement candidat^(*) :
« NE PAS OUVRIR »

(*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

5-2-2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions précisées à l'art 5-2-1 :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation ([<http://www.marches-publics.gouv.fr>]) sous la référence **n°24-017-DIR** .

Une réponse sera alors adressée en temps utile, par l'intermédiaire de cette plate-forme, à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.